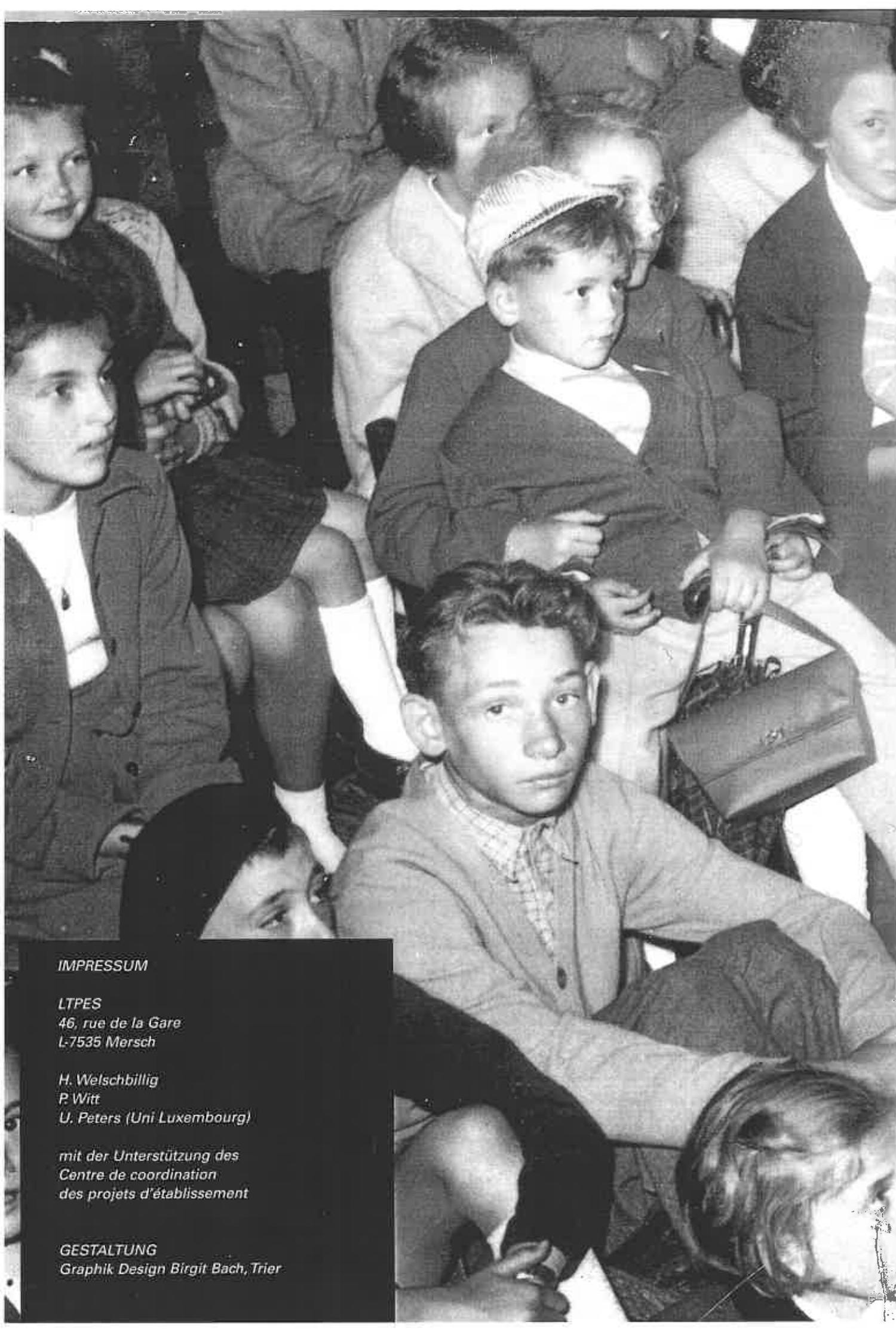


*Connaître
et comprendre le passé
pour mieux penser
et préparer le futur*

Passagen

Stationen zur
Geschichte der
erzieherischen und
sozialen Arbeit
in Luxemburg



IMPRESSUM

LTPES

*46, rue de la Gare
L-7535 Mersch*

H. Welschbillig

P. Witt

U. Peters (Uni Luxembourg)

*mit der Unterstützung des
Centre de coordination
des projets d'établissement*

GESTALTUNG

Graphik Design Birgit Bach, Trier

Le mot du directeur5

A propos de l'exposition7

Paul Prussen, Henry Welschbillig

Warum eine Ausstellung?10

Ulla Peters, Peter Witt

Historische Entwicklung der Heimerziehung11

Peter Witt

Die Crèche de Luxembourg15

Ulla Peters

An wen Erinnerung lohnt16

Ulla Peters, Peter Witt

**Leben in der Stadt – Kinder in Luxemburg
im 18. und 19. Jahrhundert**20

Eva Maria Bange

L'histoire de l'action sociale et de l'aide sociale ...22

Paul Zahlen

Geschichte – Bilder – Perspektiven25

Ulla Peters

Fondasi. Luxemburg



CESIJE ASBL
Centre d'Études sur la Situation
des Jeunes en Europe
LUXEMBOURG





Le mot du directeur

«Connaître et comprendre le passé pour mieux penser et préparer le futur»

voilà le leitmotiv qui sous-tend l'approche choisie pour réaliser l'exposition itinérante du Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES) sous le titre PASSAGES - une exposition sur «L'action éducative et sociale au Luxembourg à travers les siècles».

En effet, dans notre société actuelle, face aux complexités et changements toujours croissants, il est absolument important de savoir agir et réagir de façon adéquate, sans erreur, - en connaissance de cause et en tenant compte des leçons de l'histoire.

Or, l'existence des professions socio-éducatives et les réformes relatives à la prise en charge éducative et sociale d'enfants, d'adolescents et d'adultes datent du début des années 1970; historiquement parlant, les professions sont très récentes. Il se pourrait donc que ni les professionnels, actuels et futurs, ni les décideurs politiques ne prennent assez en compte la dimension historique, autant dans l'exercice de la profession que dans la prise de décision en matière de planification du développement du secteur en question.

En d'autres termes, nous pourrions courir le risque notamment

- de sous-estimer les interdépendances entre les évolutions sociétales et l'action éducative et sociale sur le terrain,
- de croire que l'état actuel des choses représente l'état «normal» et immuable ou encore
- de répéter des fautes et omissions faites par d'autres acteurs auparavant, face à des problèmes comparables.

Unique lycée technique pour professions éducatives et sociales que nous sommes au Grand-Duché, il nous tient, dans ce contexte, particulièrement à cœur de promouvoir et de développer chez nos élèves, dès leur formation initiale, une prise de conscience et une compréhension accrues de la place et de l'importance de l'action éducative et sociale au Luxembourg. Et cela dans une perspective historique, - avec une ouverture (bidirectionnelle) de l'école sur le monde extrascolaire et à travers des méthodes pédagogiques inédites. Un objectif donc qui, en plus, interpelle évidemment aussi les enseignants et enseignantes du lycée et qui - s'il est atteint - devrait certainement faire profiter tous les visiteurs de l'exposition, que nous espérons, par ailleurs, nombreux.

L'exposition est principalement consacrée à l'histoire de la prise en charge d'enfants et de jeunes défavorisés, handicapés ou non, depuis le Moyen-Age jusqu'à nos jours. Sur une trentaine de tableaux, elle vise à présenter, à la fois textuellement et graphiquement, la vie quotidienne des enfants et adolescents, des personnalités marquantes, quelques institutions choisies ainsi que l'importance de connaissances historiques pour les élèves et professeurs dans le cadre d'études éducatives et sociales.

Comme c'est le cas pour toute initiative nouvelle et novatrice en milieu scolaire, l'exposition PASSAGES n'est devenue réalité que grâce à l'apport temporaire de moyens supplémentaires, au travail d'une équipe et à l'engagement exemplaire de plusieurs personnes. Ainsi, l'exposition fait partie d'un projet d'établissement tel qu'il est défini en vertu des lois de 1990 sur l'enseignement secondaire technique et de 2004 sur l'organisation des lycées et lycées techniques, et elle s'avère être un des produits les plus remarquables du projet. Je profite de l'occasion pour remercier au passage le Centre de coordination des projets d'établissement, et plus spécialement son président, M. Claude Boever et son secrétaire M. Marco Laudi, pour l'excellente collaboration.

En deuxième lieu, l'exposition représente le fruit du travail d'une équipe certes restreinte, mais très soudée, au sein de laquelle chaque membre fait preuve, à sa place, d'une expertise solide et d'un engagement réel. Cette équipe au sein du LTPES dont je peux être fier en tant que directeur, a fait un travail formidable et je l'en félicite chaleureusement.

Ensuite, je tiens à remercier nommément Peter Witt, chef du projet, qui - en collaboration avec Dr. Ulla Peters - de par son enthousiasme contagieux et son engagement sans faille, a largement contribué à la réussite de l'exposition.

Finalement, il me reste à espérer que nos efforts dans ce domaine ne s'arrêteront pas là. Certes nous n'en sommes pas encore au point de devoir constater ce à quoi un proverbe africain fait allusion :

"Quand tu ne sais pas où tu vas, regarde d'où tu viens."

Mais les défis liés à l'entendement historique d'une part et à la justesse de nos actions présentes et futures d'autre part, sont clairement posés.

Et nous sommes bien décidés à les relever: introduire encore davantage la dimension historique dans les études éducatives et sociales pour mieux former les futurs professionnels et futurs étudiants, voilà la tâche que nous sommes prêts et décidés à accomplir.

Henry B. Welschbillig
Directeur du LTPES

Connaître et comprendre le passé pour mieux penser et préparer le futur.

En véritable leitmotiv, cette maxime nous guide lorsqu'il s'agit d'améliorer la qualité des enseignements et apprentissages dans le cadre des études menant au diplôme de fin d'études secondaires techniques, dans la section de la formation de l'éducateur.

En l'occurrence nous voulons «développer, par une ouverture (bidirectionnelle) de l'école sur le monde extrascolaire et par le recours à des méthodes pédagogiques inédites, une prise de conscience et une compréhension accrues de la place et de l'importance de l'action éducative et sociale au Luxembourg, et ce dans une perspective historique.»

Ancrés dans un projet d'établissement qui a pour objectifs majeurs l'ouverture de l'école vers le monde extra-scolaire, le développement de compétences transversales des élèves ainsi que l'emploi de nouvelles méthodes pédagogiques, ces efforts ont pour groupes cibles, d'abord, les élèves et professeurs du Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES), mais aussi les agents professionnels en exercice dans l'action éducative et sociale du pays, et subsidiairement, toute autre personne intéressée par le sujet.

A quels besoins voulons-nous répondre et quelles peuvent être les causes de ces besoins?

1. L'analyse, certes plus intuitive que scientifique, de l'évolution des événements et mesures dans le cadre de l'action socio-éducative des dernières décennies, et, surtout, l'expérience quotidienne de l'enseignement et de l'apprentissage des élèves, révèle qu'il existe une véritable carence de connaissances sur le développement de l'action éducative et sociale au Luxembourg, sur l'évolution depuis les trois à quatre siècles passés jusqu'à nos jours. On peut d'ailleurs déplorer que, mis à part de très rares exceptions, aucun historien ni aucun scientifique des sciences sociales n'ait jusqu'à présent eu l'idée de se consacrer davantage à ce sujet.

Aussi, l'existence des professions socio-éducatives ne date-t-elle que du début des années 1970 ; les professions sont – historiquement parlant – très récentes.

Il en découle, à la fois pour les professionnels (actuels et futurs) et les décideurs, certains risques comme ne pas assez prendre la dimension histori-

que en compte, tant pour l'exercice de la profession que pour les décisions en matière de planification du développement du secteur, sous-estimer ou ignorer l'influence réciproque entre évolution sociétale et action éducative et sociale ou encore répéter des fautes et omissions faites par d'autres acteurs auparavant.

2. En qualité d'unique lycée technique spécialisé au Grand-Duché pour les études et les professions éducatives et sociales, le LTPES se doit de faire fonction d'institution ressource pour le secteur éducatif et social au Luxembourg. Des ressources à offrir en matière notamment de formation continue, d'études d'évaluation et de gestion du patrimoine intellectuel y rattaché. Et il est évident que, dans chacun des trois sous-domaines, il faudra davantage considérer la dimension historique.

3. De nos jours, il est de plus en plus apparent que le processus de décision and policy making dans le domaine de la politique sociale et éducative, au Luxembourg et en Europe, est tributaire des savoirs et savoir-faire générés notamment par la recherche scientifique et l'élaboration d'études. Voilà pourquoi, en ces temps de rigueur et même d'austérité budgétaire, toutes les institutions d'études et de recherche sont appelées à contribuer, de par leurs idées et réalisations, à la meilleure utilisation possible des moyens financiers, en fonction des besoins identifiés. Sans vouloir surestimer son importance (toute relative), notre lycée peut cependant aider à promouvoir et faire proliférer une sorte de prise de conscience historique collective, et ce en vue d'influencer favorablement et judicieusement de tels processus de prise de décisions politiques.

Quels sont les objectifs et les moyens mis en œuvre ?

L'objectif principal peut être décliné de diverses manières. Nous avons opté pour les sous-objectifs suivants:

- montrer et permettre une approche vivante à l'histoire de l'action éducative et sociale,
- montrer les interdépendances de l'action caritative, éducative et sociale avec les circonstances historiques de l'évolution de la société,
- réaliser une exposition itinérante sur le sujet,
- thématiser et implémenter davantage la dimension historique dans les programmes d'études,
- promouvoir la discussion scientifique entre experts et le dialogue avec les professionnels actuels et futurs,
- recueillir les expériences et impressions de témoins vivants.

Pendant l'année scolaire 2006-2007, nous voulons ainsi

- au 1er semestre, organiser l'exposition itinérante, d'abord sur les deux sites du lycée, à Mersch et à Livange, et par après dans d'autres institutions et établissements d'enseignement,
- au 2e semestre, d'une part, collaborer intensivement avec la Commission nationale des programmes des formations éducatives et sociales, en vue d'intégrer davantage une vue et dimension historique dans les programmes d'études,
- d'autre part, confectionner et disséminer le rapport final sur le projet d'établissement destiné à la fois à la communauté scolaire du LTPES, au monde professionnel et aux instances de décision politique.

Cette première exposition est principalement consacrée à l'histoire de la prise en charge d'enfants et de jeunes défavorisés, handicapés ou non, depuis le Moyen-Age jusqu'à nos jours. Sur une trentaine de tableaux, elle vise à présenter, à la fois textuellement et graphiquement, la vie quotidienne des enfants et adolescents, des personnalités marquantes, quelques institutions choisies ainsi que l'importance de connaissances historiques pour les élèves et professeurs dans le cadre d'études éducatives et sociales.

Il n'a pas été facile de se limiter et de devoir faire des choix, mais en fin de compte nous sommes d'avis que les auteurs ont eu une «bonne main», aussi bien en ce qui concerne la forme que le fond. Mêler des données connues avec des informations inédites, se confiner à la présentation de quelques institutions «typiques», ne présenter qu'un nombre restreint de personnages-clés, voilà autant d'audaces et de trouvailles que les auteurs ont eues et qui sont de nature à assurer le succès de l'exposition, dans le sens où les visiteurs peuvent «accrocher», prendre plaisir, réfléchir, s'étonner ou tout simplement avoir envie d'en savoir plus.

Quelles sont nos attentes vis-a-vis des visiteurs, élèves, professeurs, professionnels et personnes politiques ?

Comme pour chacune de nos réalisations, nous tenons à l'évaluer, au niveau des processus, produits et effets, - en termes quantitatifs et qualitatifs. Or, pour atteindre une partie de ces objectifs-là, nous comptons justement sur les réactions, à chaud et avec recul, des visiteurs de l'exposition, - des réactions que nous allons collecter et analyser systématiquement. Il est bon de garder en mémoire

re que parmi le public se trouvent aussi des témoins, des personnes directement et indirectement impliquées dans les institutions qui sont présentées, et qui ne partagent peut-être pas tout à fait notre manière de présenter les événements en question. Nous n'attendons d'ailleurs pas nécessairement l'approbation du public entier; comme toujours, des critiques et recommandations sont les bienvenues.

Pour ce qui est des élèves, l'objectif est de les sensibiliser et informer, d'éveiller leur intérêt et de leur faire prendre conscience de l'importance de la dimension historique dans tout apprentissage et travail relatif à l'action éducative et sociale. Qu'ils y prennent, en quelque sorte, goût et qu'ils retiennent, à l'avenir, encore mieux les leçons prodiguées par l'Histoire !

Sans la collaboration active de nos professeurs, il ne sera possible ni d'organiser un débat scientifique ni d'introduire la dimension historique dans les programmes d'études. La pratique enseignante de tous les jours devra pouvoir en tirer bénéfice, sur la base des programmes d'études qui devront être revus et enrichis par l'implication systématique des notions et faits historiques dans toutes les branches.

Les agents professionnels du secteur éducatif et social sont aussi visés. En effet, depuis un quart de siècle le secteur s'est tellement développé que les professionnels tardent des fois à le réaliser eux-mêmes et à en prendre note. Gare, par conséquent, à la tentation de juger l'état actuel des choses comme normal et sempiternel ! Une comparaison des «acquis» actuels avec la sinieuse histoire et le long cheminement des idées et actions à travers les siècles n'en sera que plus salutaire.

Finalement, notre conception du rôle d'un lycée public ainsi que notre sens du devoir impliquent que nous pouvons ni ne voulons pas faire de l'art pour l'art, mais qu'il nous faut, au contraire, essayer d'assumer la responsabilité de conseiller les décideurs politiques qui ont la lourde tâche de devoir prendre les bonnes décisions. En nous lançant depuis quelques années dans cette nouvelle «aventure» de découvertes historiques, nous voulions créer une véritable dynamique d'études et de recherches continues, dans le cadre des formations initiales et continues du LTPES, et, à la suite, permettre de livrer des savoirs susceptibles et capables d'influencer judicieusement les processus de décision en matière de politique éducative et sociale.



Warum eine Ausstellung?

Ulla Peters und Peter Witt

Die Anfänge der Ausstellung liegen einige Jahre zurück. In unserer Arbeit am ehemaligen I.E.E.S. fiel uns häufig der Mangel an Wissen über die Geschichte der sozialen und erzieherischen Arbeit in Luxemburg auf. Ein Grund dafür ist, dass wir selbst und viele der anderen Lehrenden eher mit der deutschen Geschichte vertraut sind und auch Lehrmaterialien zu dieser verwendeten. Ohne Frage sind viele Ideen, Arbeitsansätze im Bereich der Förderung und Erziehung von Kindern ebenso wie der Kinder- und Jugendhilfe im deutschsprachigen Kontext entstanden, warum der Beschäftigung damit eine gewisse fachliche Berechtigung zukommt, gewisse Berechtigung, gar Notwendigkeit. Gleichwohl haben wir uns die Aufgabe gestellt, die luxemburgische Situation nachvollziehen und den Studierenden und Schülerinnen und Schülern vermitteln zu können. So haben wir uns auf die Suche gemacht nach Texten und Materialien, die uns einen Blick auf die luxemburgische Geschichte der erzieherischen und sozialen Arbeit ermöglichen. Insbesondere interessierten uns die Anfänge der Arbeit mit Kindern und Jugendlichen im vorletzten Jahrhundert.

Uns fiel auch auf, dass nur wenige Persönlichkeiten bei den Schülerinnen und Schülern, wie auch bei den Lehrenden bekannt waren. Dies hat sicherlich - neben dem Fehlen einer disziplinären Tradition in Luxemburg - in der Pionierfunktion vieler Entwicklungen und pädagogischen Konzepte, wie Kindergarten, Heimerziehung und Ausbildungsstätten, die im deutschsprachigen Raum stattfanden, begründet.

Dennoch wollten wir selbst wissen, wie sich der soziale Sektor in Luxemburg etabliert hat, welche Besonderheiten wir hier finden, wer prägende Persönlichkeiten waren. Das Ziel war vor allem, für den Unterricht der Sozialpädagogik Materialien zu finden und historische Zusammenhänge zu rekonstruieren.

So begannen wir mit Gesprächen, recherchierten in Archiven und stießen auf einige Texte, die uns weiterhalfen. Wir haben vieles gefunden, wovon die Ausstellung nur einen kleinen Teil exemplarisch und für ausgesuchte Entwicklungen präsentiert. Es hat uns viel Freude gemacht, Linien nachzuzeichnen und mit jedem Fund besser zu verstehen und immer wieder auf Neues zu stoßen. So haben wir in den portraitierten Institutionen Menschen getroffen, die sehr interessiert und hilfreich waren. Sie haben uns sowohl Bilder wie Dokumente überlassen. Bei ihnen allen möchten wir uns für die Unterstützung herzlich bedanken.

Zur Konzeption der Ausstellung

Die Ausstellung fokussiert die Entwicklung der erzieherischen Arbeit im Bereich der Kinder- und Jugendarbeit bis zu den 1970er Jahren des 20. Jahrhunderts. Wir haben den Schnitt hier gemacht, weil ab diesem Zeitpunkt in Luxemburg wesentliche Veränderungen in diesem Bereich eingeleitet wurden. Neben den Anfängen der öffentlichen Fürsorge für Kinder und Jugendliche in der Mitte des 18. Jahrhunderts werfen wir einen kurzen Blick auf die Hospitäler, als diejenigen Orte, die sowohl Reisende, wie Kranke, Arme, Alte und auch Kinder und Jugendliche aufnahmen.

Dann nehmen wir den Weg von den ersten "improvisierten" Waisenhäusern über die rechtliche Absicherung und öffentliche Förderung dieser Aufgaben in dafür eigens etablierten Einrichtungen. Es folgt die Ausdifferenzierung von Institutionen mit speziellen Aufgaben zu Beginn des letzten Jahrhunderts, z.B. für hörbehinderte und geistig behinderte Kinder. In diese Zeit fällt auch die Eröffnung der ersten Crèche. Wir haben die dargestellten Einrichtungen nach ihren Aufgaben und nach der Trägerschaft (Orden, Stadt, asbl) ausgesucht. Ergänzt werden diese um Portraits von Personen, die uns bei der Recherche als für bestimmte Entwicklungen bedeutsam und wichtig aufgefallen sind. Wir wissen sehr wohl, dass es oft verschiedene Menschen in ganz unterschiedlichen Funktionen sind, die Neuerungen möglich machen, gleichwohl kommt einzelnen Personen häufig eine motivierende, innovative und integrative Funktion zu. Wir würden uns wünschen, wenn die Ausstellung dazu anregt, hier weiter zu forschen.



Fotos von oben:

Mädchenheim "Itzig",
Soeurs Franciscaines,
Luxemburg, Archiv

Hospice du Rham, 1961,
Theo Mey, Photothèque de
la Ville de Luxembourg

Hospice du Rham, 1949,
Pol Aschmann, Photothèque
de la Ville Luxembourg

Historische Entwicklung der Heimerziehung

am Beispiel einer luxemburgischen Einrichtung

Peter Witt

Die Gründung und Entwicklung des ersten Waisenhauses in der Stadt Luxemburg (1727-1865)

1727 – Das Haus in der Wassergasse

Erste öffentliche Bemühungen um das Wohl von Kindern lassen sich Mitte des 17. Jahrhunderts finden. Die durch Kriege in und um Luxemburg verursachte desolante wirtschaftliche Lage, verschlechtert die Situation von Kindern erheblich: verlassene und verwaiste Kinder schlagen sich in der Regel mit Betteln durch. Bereits 1635 fordert der Provinzialrat den Abt der Münsterabtei auf, die Waisen der Stadt Luxemburg zu versorgen. Doch dies bleibt ohne greifbares Ergebnis. Im Unterschied etwa zum Hospital St. Nicolas in Metz, nimmt das luxemburgische Hospital St. Johann bis 1807 keine Waisen auf.

Fast 100 Jahre nach der Initiative des Provinzialrates ergreift Jakob Stas (1675-1740), Altarist an der St. Nikolaus Kirche, die Initiative zur Lösung des drängenden Problems. Er nimmt 15 verwaiste Jugendliche in seiner Wohnung (heute Rue de l'Eau, 32) auf, versorgt und unterrichtet sie. Der Stadtbürger Moritz Schienbein – ein Schulfreund von Jakob Stas – unterstützt dieses Engagement großzügig: 1727 vermacht Schienbein, durch testamentarischen Akt, dem neu zu gründenden Waisenhaus sein Wohnhaus in der Rue de l'Eau (neben heutigem Kammergebäude) samt dem Mobiliar und einem stattlichen Geldbetrag. Mit dem Vermögen aus dieser Erbschaft erwirbt Jakob Stas für die Kinder noch im selben Jahr ein geeignetes Anwesen im Biesserweg (das spätere Gebäude der Primärschule; heute: Haus vun de Kanner der InterActions) und betreut hier 15 Waisenkinder. Der Magistrat bestätigt 1727 die Stiftung und überträgt zwei seiner Mitgliedern (dem Schöffen Feltz und dem Richter Holchon) Aufsicht und Verwaltung.



Foto: Rue de l'Eau, 1935, Photograph unbekannt,
Photothèque de la Ville de Luxembourg

Das Waisenhaus im Bissierweg - ein langer Weg zur staatlichen Anerkennung

Um die staatliche Anerkennung für das Waisenhaus zu erlangen, benötigt Jakob Stas (durch eine gesetzliche Verordnung von 1666) die Genehmigung der Regierung. In der Absicht den Verwaltungsprozess zur staatlichen Anerkennung zu beschleunigen, bittet Stas den Magistrat der Stadt Luxemburg um Unterstützung und gerät dabei in ein "Labyrinth der Bürokratie"¹. Der Magistrat unterstützt das Engagement von Jakob Stas und beantragt bereits im Jahr 1727 in Brüssel die Genehmigung zur Errichtung einer Waisenanstalt. Es soll aber fast drei Jahrzehnte dauern bis endlich eine Entscheidung getroffen wird. " In welcher Schublade, in Brüssel oder Wien, der Antrag die nächsten Jahre friedlich verbracht hat, ist nicht bekannt."²

Am 24. Mai 1755, fünfzehn Jahre nach dem Tod von Jakob Stas, wird durch kaiserlichen Erlass der Waisenhausstiftung die offizielle Zulassung erteilt: das Waisenhaus im Bissierweg ist somit staatlich anerkannt.

Ein Haus nur für Jungen?

Die Kaiserin Maria Theresia (1717-1780) würdigt in ihrem Zulassungspatent ausdrücklich die Verdienste von Jakob Stas um die vernachlässigten Waisen. Außerdem werden darin die Besteuerung des Stiftungsvermögens und die Festlegungen des Magistrats über Leitung und Verwaltung des Waisenhauses geregelt. Die Zahl der aufzunehmenden Kinder wird vorläufig auf vierzehn begrenzt. Für die Aufnahme im Waisenhaus gelten die folgenden Kriterien: Es dürfen nur Jungen im Alter zwischen sechs und achtzehn Jahren aufgenommen werden. Sie müssen ehelich geborene Söhne von Bürgern der Stadt Luxemburg oder von Mitgliedern des Provinzialrates sein. Mädchen sind von der Aufnahme ausgeschlossen.

Die Jungen können sich kostenlos als Lehrling in einer Zunft einschreiben und bleiben bis zum Ende der Ausbildung im Waisenhaus. Sie erhalten einen Gesellenbrief, werden eingekleidet, mit drei Gulden Bargeld und mit notwendigen persönlichen Dingen versehen.³

Die finanzielle Situation des Waisenhauses im Bissierweg

Nach der offiziellen Zulassung des Waisenhauses durch die Kaiserin im Jahre 1755 erhalten Leiter und Verwalter der Einrichtung regelmäßige Zahlungen von der Stadt. Obgleich die Zahlungen zuerst nur als Übergangslösung bis zu einer besseren wirtschaftlichen Ausstattung des Waisenhauses gedacht waren, werden sie bis zum Ende des Ancien Régime fortgeführt.

Die Stadt unterstützt das Waisenhaus 1756 mit Zuschüssen in Höhe von 560 Gulden und liefert – mit ausdrücklicher Genehmigung der Kaiserin (1771) - jährlich 30 Klafter Holz. Zusätzliche Einnahmen erzielt das Waisenhaus durch verschiedene Gebühren und Straf gelder, wie zum Beispiel für die Nichterfüllung der Schulpflicht (1760) oder die Genehmigung eines Fastnachtsballes (1761), die dem Haus zu gute kommen. Eine weitere Quelle für Einnahmen sind die Almosensammlungen der Jungen. Die finanzielle Ausstattung des Waisenhauses bleibt dennoch ausgesprochen dürftig.⁴

Beten, Unterricht und viel Arbeit prägten das Leben der Waisen

Wie aus einer Hausordnung (wahrscheinlich von 1770 und 1780) hervorgeht, ist das Leben der Jungen strengen Regeln unterworfen:

*" In den Wintermonaten wurden sie um 6 Uhr, im Sommerhalbjahr um 5 Uhr morgens geweckt. Eine halbe Stunde später hatten sie im Refectorio das Morgengebet zu sprechen und eine weitere halbe Stunde später zur Messe in der Kapelle des Waisenhauses zu erscheinen und den Rosenkranz zu beten. Die folgende Stunde standen Frühstück und Recreation auf dem Plan, danach eine Stunde Schule und schließlich Arbeit bis zum Mittagessen, das um 12 Uhr eingenommen wurde. Von 1 bis halber drey wird gearbeitet; von halber drey bis 4 soll Schull gehalten werden; von 4 bis 5 Recreation. Danach wieder zwei Stunden Arbeit, um 7 Uhr Abendessen und um 8 sollen alle Kinder schlaffen zu gehen gehalten sein."*⁵

Die Pulverexplosion im Fort Verlorenkost und die Folgen für die Waisen

Am 26. Juni 1807, wird die Stadt von einer schrecklichen Katastrophe heimgesucht. Der als Pulvermagazin dienende "Burgunderturm" wird vom Blitz getroffen und explodiert.

Die Explosion ist so heftig, dass 32 Menschen sterben und 120 Personen verletzt werden. Viele Häuser von Stadtgrund sind zum Teil schwer beschädigt.

Das Waisenhaus, dessen Direktor, Abbé Haas, zu den Toten zählt, ist so hart betroffen, dass die Kinder ins Hospital St. Johann im Münstergebäude umziehen müssen.⁶

¹ Lascombes, F. 1988: Chronik der Stadt Luxemburg 1684-1795, Luxemburg, S. 212

² ebd., S. 212

³ Franz N.; Kugener F. 2000: Öffentliche Sozialfürsorge und Armenpflege in der Stadt Luxemburg unter dem Ancien Régime. In: Hémecht, Zeitschrift für Luxemburger Geschichte, Jahrgang 52, Heft 3, S. 280f

⁴ ebd., S. 282

⁵ Wenger, T. 1905: Notices historiques sur l'hospice des orphelins à Luxembourg, Luxembourg S. 72f

⁶ Koltz, J.P. 1970: Baugeschichte der Stadt und Festung, Bd.1, Luxemburg, S.468

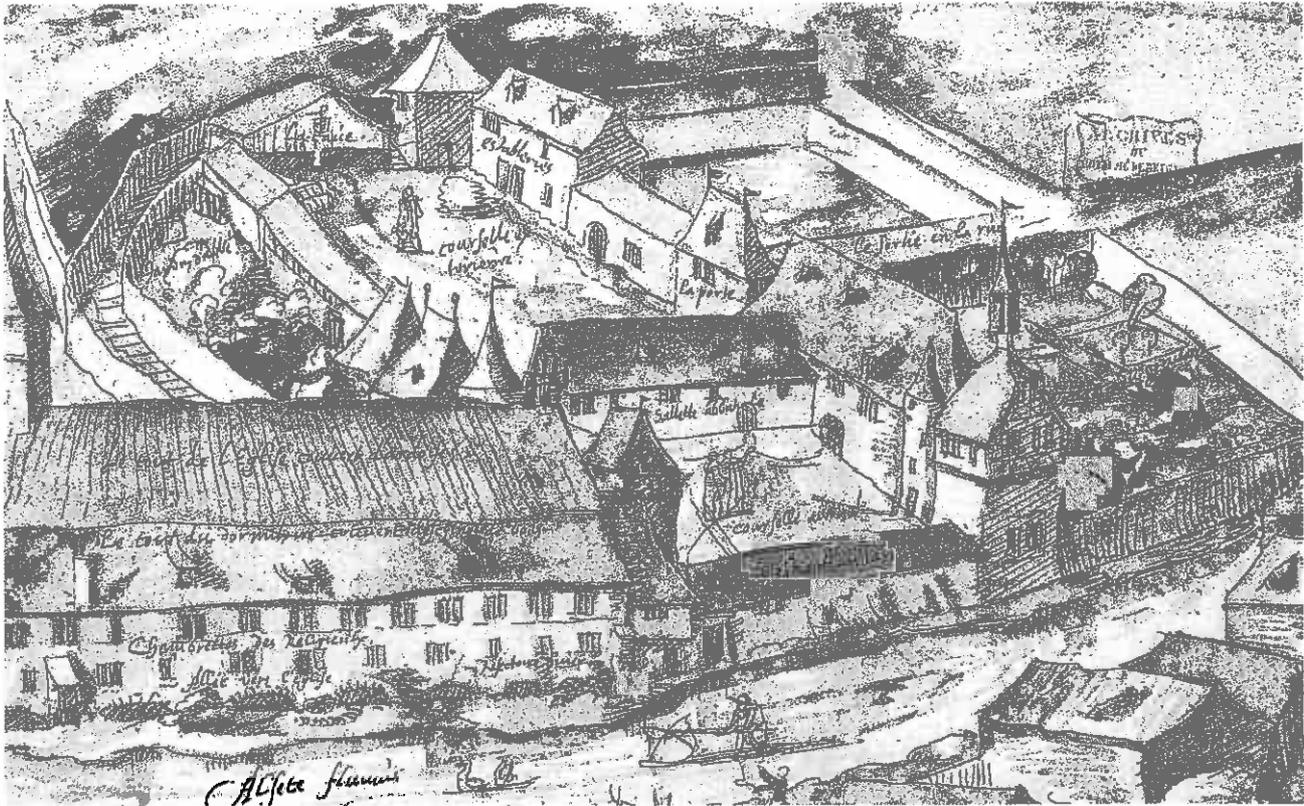


Foto: Le vieux hospice St. Jean, Dessin d'Antoine Steffen, 1602

Die Gebrüder Boch und die Not der Mädchen

Seit Mitte des 18. Jahrhunderts bemüht sich der Magistrat verstärkt auch um eine Einrichtung für Mädchen. 1775 bittet er die Kaiserin erfolglos, den Erlös aus der Auflösung der Bruderschaften (Sodalitäten) für die Errichtung eines Waisenhauses für Mädchen zu verwenden zu können. 1784 soll durch den Verkauf des alten Hospitals St. Johann ein Waisenhaus für Mädchen finanziert werden. Man denkt auch darüber nach, die Mädchen gemeinsam mit Geisteskranken im alten Spital unterzubringen.

1793 scheint eine Lösung gefunden: im September diesen Jahres beschließen die Gebrüder François und Dominique Boch (Eigentümer der Fayencerie in Septfontaines) im Stadtgrund, neben dem Waisenhaus für Jungen im Grund, ein Heim für Mädchen einzurichten.

Doch Kriegswirren und wirtschaftliche Probleme verhindern das Projekt für weitere Jahrzehnte. Erst 1817 können Mädchen in das Haus im Biesserweg einziehen, was sie noch im selben Jahr wegen Problemen mit dem Lehrer Scharff und deshalb fehlender Betreuung wieder verlassen müssen. In der Folge übernehmen die Kongregationsschwestern die Leitung der Einrichtung und die Mädchen kehren zurück.¹

Von 1826 bis 1830 werden verschiedene Teile dieser Einrichtung verkauft oder vermietet. So wird beispielsweise 1830 das Waisenhaus als Kaserne genutzt² und 1841 mietet der Staat einen Teil dieses

Gebäudes, um dort das Frauengefängnis unterzubringen. Schließlich verlegt man das Waisenhaus mit dem Hospiz St. Johann 1843 nach Pfaffenthal. Die Stadt kauft von der Regierung das HI.-Geist Kloster und errichtet auf dem Gelände ein Hospiz, ein Waisenhaus für Mädchen und Jungen³, ein Spital und eine "Irrenanstalt", die später nach Ettelbrück verlegt wird. Ab 1853 wird das inzwischen wieder leerstehende Waisenhaus von der Stadt als Primärschule genutzt und dann 1877 abgerissen.⁴

Waisenkinder im Bürgerhospital Pfaffenthal

Die Situation der Waisenkinder bleibt auch nach dem Umzug von Stadtgrund im Jahr 1843 zum Bürgerhospital im Pfaffenthal schwierig. So antwortet (7. April 1843) die Oberin auf die Klage der Verwaltungskommission des Hospitals:

"Bei der sorgfältigsten Überwachung ist unter den bestehenden Verhältnissen nicht an eine ordentliche Erziehung der Waisenkinder zu denken. Daran ist Schuld das tägliche Hinausgehen der Waisen zur Schule oder zum Handwerk, wo sie nicht überwacht

¹ Franz N.; Kugener F. 2000: Öffentliche Sozialfürsorge und Armenpflege in der Stadt Luxemburg unter dem Ancien Régime. In: Hémecht, Zeitschrift für Luxemburger Geschichte, Jahrgang 52, Heft 3, S. 308

² Lech, F. 1921: Geschichte und Arbeitsfeld der Kongregation der Schwestern des Dritten Ordens des heiligen Franziskus genannt Hospitalschwestern der heiligen Elisabeth oder Elisabetherinnen zu Luxemburg. Zum 250-jährigen Jubiläum ihrer Niederlassung in Luxemburg, 1671-1921 und zum 700-jährigen Jubiläum der Stiftung des dritten Ordens durch den heiligen Franziskus, 1221-1921, Luxemburg, S. 103

³ ebd., S.103

⁴ Koltz, J.P. 1970: Baugeschichte der Stadt und Festung, Bd.1, Luxemburg, S. 494

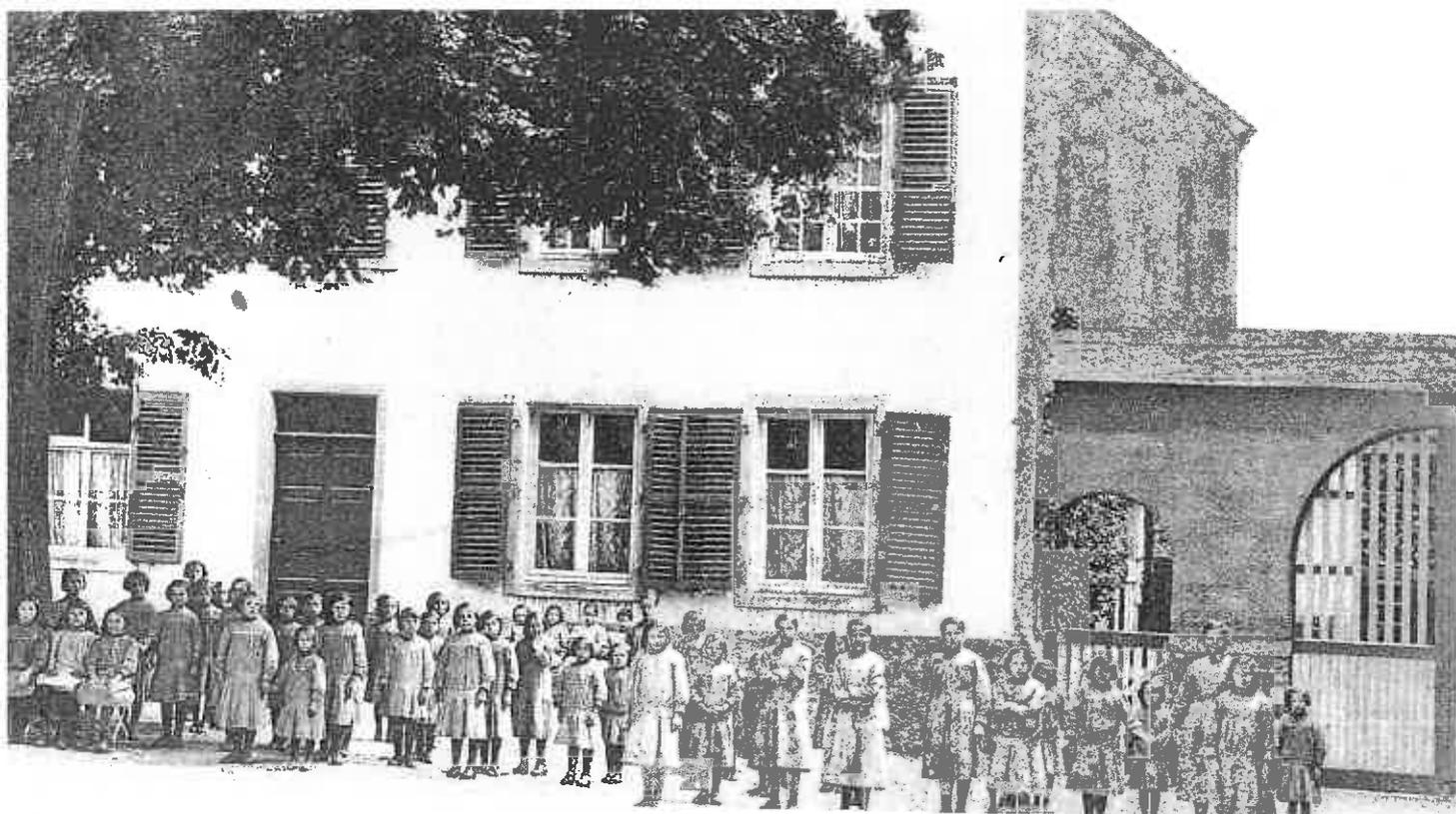


Foto: Waisenhaus Itzig, Sœurs Franciscaines, Luxembourg Archiv

werden können Sodann ist... das Zusammenkommen der Waisenkinder mit den Pfleglingen des Hospitals unvermeidlich in den Gängen und Höfen, und daselbst sehen sie und hören von Seiten ungebildeter und ungezogener Menschen, um nicht einmal an die verkommenen Frauenspersonen, die sich im Frauenraum befinden zu erinnern, was ansteckend wirken muß ... wenn für den Augenblick die Entfernung der Mädchen nicht möglich erscheinen sollte."¹

... "damit war die altehrwürdige städtische Waisenanstalt, die im 18. Jahrhundert so manche Wohltäter gefunden hatte, zu Grabe getragen." ⁴

Ein Brief der städtischen Hospitalverwaltung an Eugène Boch gibt Hinweise dafür, dass aber auch noch nach 1865 Kinder im städtischen Hospital betreut werden.

In diesem Schreiben (vom 1. November 1876) bittet der Präsident der Verwaltungskommission "die Mitglieder der Familie Boch dem Verzicht auf Einforderung ihrer Rechte auf den Bau des Mädchenwaisenhauses zuzustimmen" – damit im Grund ein geeignetes Schulgebäude errichtet werden kann - bisher "...waren die Schulen der der Ortssektion Grund in diesem Haus gegen Entrichtung einer Miete untergebracht. Der Betrag wurde für den Unterhalt der im Hospiz dieser Stadt untergebrachten Waisen beiderlei Geschlechts eingesetzt. ... Die Waisen, die momentan in einem Teil der Gebäulichkeiten des städtischen Hospizes untergebracht sind, leben unter den besten Unterhalts- und Überwachungsbedingungen, und die in der Schenkungsurkunde angeführten Nebenklauseln werden dort genau respektiert." ⁵

Die Oberin schlägt vor, die Kinder nicht mehr in die Stadtschulen zu schicken, sondern sie im eigenen Hause durch eine Schwester in den ihnen notwendigen Kenntnissen unterrichten zu lassen². Zu einer eigenen Schule für Waisen im Bürgerhospital kommt es jedoch nicht; stattdessen werden die Kinder ab 1856 in den Einrichtungen der Franziskanerinnen unterrichtet.

1865 werden die Waisen schließlich in das neue von den Franziskanerinnen geführte Kinderheim nach Itzig gebracht; zuerst die Mädchen und ein Jahr später die Jungen.

Ab 1869 werden die Jungen in dem neugegründeten Waisenhaus in Grevenmacher betreut.

Anne-Marie Leyder beschreibt den Umzug in das Waisenhaus nach Itzig so:

"Frühmorgens am 11. März 1865 stieg voller Begeisterung eine Gruppe kleiner Waisenmädchen in den zur Abfahrt bereiten Wagen (eine gewöhnliche Karre mit Strohhallen). Sie saßen wie Hühner in einem Korb zusammengepfertcht, mitten unter ihnen Mutter Franziska, die Kleinste auf den Knien. Es begleiteten sie Schwester Hubertine, Schwester Angelina und als Lehrerin die neunzehnjährige Schwester Josepha..." ³

¹ Lech, F. 1921: Geschichte und Arbeitsfeld der Kongregation der Schwestern des Dritten Ordens des heiligen Franziskus genannt Hospitalschwestern der heiligen Elisabeth oder Elisabetherinnen zu Luxemburg. Zum 250-jährigen Jubiläum ihrer Niederlassung in Luxemburg, 1671-1921 und zum 700-jährigen Jubiläum der Stiftung des dritten Ordens durch den heiligen Franziskus, 1221-1921, Luxemburg, S.103

² ebd., S.103

³ Leyder, 1980: S.176f

⁴ Wenger, T. 1905: Notices historiques sur l'hospice des orphelins à Luxembourg, Luxembourg in: Lech: 1921, S.104

⁵ Brief der Verwaltung der städtischen Hospitals an E. Boch, 1. Nov. 1876)

1898 – die erste Crèche entsteht und sucht eine Bleibe

August Ulveling, Vizepräsident der Vereinigung zum Schutz von Kindern (Oeuvre de la Protection de l'Enfance) und Marie Munchen geben im ausgehenden 19. Jahrhundert den Anstoß zur Gründung der ersten Kindertagesstätte in Luxemburg. Motiviert ist dies durch eine Vielzahl an Unfällen bei kleinen Kindern, die häufig unbeaufsichtigt sind, während ihre Eltern arbeiten.

1898 wird mit einer Plakette "Une Crèche de Luxembourg", die man für 2 Francs kaufen kann, in einer Kampagne öffentlich um Unterstützung für die Einrichtung einer Crèche geworben. August Ulveling überzeugt die Stadt und den Bürgermeister Emile Mousel, für diese Kinder eine Einrichtung zu schaffen. Diese stimmen dem Antrag von Ulveling am 30. Juli 1899 zu.

«on doit refuser plus de la moitié des enfants faute de place» (Résumé des Bürgermeisters bei einer Begutachtung der crèche 1898)

Die neu im Gebäude "Petit Passage" geschaffene Einrichtung für 10 Kinder ist schnell überfüllt. Schon 1899 zieht die Einrichtung in die "Rue de la Congrégation" um und sie erhält ab diesem Zeitpunkt eine jährliche Unterstützung von 1000 Francs. Noch im selben Jahr wechselt die Crèche erneut ihren Ort und richtet sich in einer Wohnung des Druckers Beffort in der Rue du Saint Esprit ein. Drei Jahre später erwirbt die Stadt die Maison de Cassal in der 5, Rue Large, wo die Crèche bis 1938 bleibt.

Öffentliche Unterstützung

Von Anfang an erfährt die Idee der Crèche viel Unterstützung seitens des Magistrats der Stadt Luxemburg und interessierter Kreise der Öffentlichkeit.

1929 findet unter der Schirmherrschaft der Großherzogin die Vereinsgründung statt, die "Fondation Crèche de Luxembourg" wird eine gemeinnützige Einrichtung und Mme Faber-Prévost Präsidentin des Trägervereins. Ihr Traum, ein eigenes Gelände und eigene Gebäude realisiert sich 1938 auf Plateau Altmünster. Am 28. Mai desselben Jahres wird das neue – eigens für die Crèche erbaute Gebäude – eingeweiht.

Die Crèche hatte ihren Sitz immer im Stadtzentrum und der Trägerverein zeichnet sich durch eine hohe Kontinuität aus. Seit der Gründung hat es erst sechs Präsidentinnen gegeben (Schaeffer, Munchen, de Saint Hubert, Faber-Prévot, Wirion-Reuter, Wertheim-Mayer)

Kinderheim Gau Moselland – schwierige Zeiten

Die Neueröffnung fällt in die Zeit der deutschen Kriegsvorbereitung und es dauert gerade zwei Jahre, bis die Kriegsfolgen für die Crèche deutlich spürbar werden. Im Mai 1940 (mit dem Beginn der Besetzung Luxemburgs durch Nazideutschland) nimmt die Crèche viele Kinder aus dem Süden des Landes auf. Die Crèche untersteht den Nationalsozialisten und ist fortan das Kinderheim Gau Moselland. Die Franziskanerinnen und das übrige Personal verlassen die Crèche 1941, sie wird ab diesem Zeitpunkt ganz von den nationalsozialistischen Organisationen übernommen. Nach ihrem Abzug 1944 überlassen diese ein leeres Gebäude und nach der Befreiung campieren die amerikanischen Truppen einige Tage in der Crèche.

Die Crèche will eigenständig bleiben

Nach Kriegsende stellt sich die Frage, wer die Crèche weiterbetreiben soll, weil die Franziskanerinnen diese nicht weiterführen wollen. Der Caritasverband schlägt eine Eingliederung der Crèche unter seine Verwaltung vor, aber der Verwaltungsrat der Crèche beschließt, unabhängig zu bleiben. Die Großherzogin Charlotte bietet Hilfe an, Präsidentin wird Mme Wirion-Reuter und die Crèche wird eigenständig weitergeführt.

Die Aufgaben der Crèche

Im Statut von 1929 werden die Aufgaben der Crèche so beschrieben: sie nimmt Kinder von der sechsten Woche bis zum sechsten Lebensjahr zur Betreuung auf.

"La Crèche est destinée à recevoir pendant le jour, à nourrir et à élever les enfants depuis l'âge de six semaines jusqu'à six ans, de donner à ces fins aux enfants tous soins matériels et moraux et de leur assurer tout le bien-être qu'exige le premier âge."¹



Foto: Crèche de Luxembourg, Archiv

¹ Ulveling, A. 1898: Une Crèche de Luxembourg, Ville de Luxembourg, Bulletin Communal Séances de 12 Février

An wen Erinnerung lohnt Ulla Peters, Peter Witt

Bedeutsame Persönlichkeiten für die Geschichte der erzieherischen und sozialen Arbeit in Luxemburg

Kritische Geschichtswissenschaft thematisiert, welche Funktion die Konstruktion von Erinnern für Gesellschaft hat. Es gibt keine nicht situativ und nicht-kontextuell geprägte Erinnerung. Nach wem benenne ich eine Strasse, welchen Namen gebe ich einer Schule, einer Universität, wem widme ich einen Preis, an wen möchte ich erinnern, sind Entscheidungen die heutige Gesellschaften in Bezug auf die Vergangenheit treffen. An Vergangenes erinnern hat nicht nur eine archivarische Rolle (so wie teilweise im Falle der hier beschriebenen Geschichte der erzieherischen und sozialen Arbeit in Luxemburg), sondern auch eine sinn- und identitätsstiftende Funktion.

Die Luxemburger Historikerin Sonja Kmec schreibt, dass Erinnern ein stetiger Prozeß des Aushandelns von Bedeutung ist und je nach sozialer, geographischer, generationaler oder geschlechtlicher Verortung ausfällt (Kmec 2006). Geschichte und Bedeutung wird dabei jeweils neu gestaltet.

An wen lohnt also Erinnerung und wem wollen wir Bedeutung beimessen?

Wir haben uns bei unserer Arbeit, in der Beantwortung dieser Frage, bisher an den nachfolgenden Aspekten orientiert.

Waren die betreffenden Personen:

- PionierInnen, in dem Sinne, dass sie Diskurse, Ideen, Institutionalisierungen initiiert, vorangetrieben, mitgestaltet, begleitet haben,
- Wegbereiterinnen, vielleicht wenig sichtbar sogar, aber für das Entstehen und die Umsetzung von Projekten und Ideen unabdingbar,
- Repräsentantinnen eines gesellschaftlichen mainstream oder oppositioneller, innovativer Strömungen und nicht zuletzt
- stehen diese Personen in einer Kontinuität der Auseinandersetzung mit dem Formen der erzieherischen und sozialen Arbeit in Luxemburg?

Wir haben in der Ausstellung beispielhaft vier Persönlichkeiten portraitiert: Marie Zorn, Auguste Ulveling, Schwester Yolanda Fisch, Ferd Oth. Auf sie gestossen sind wir bei den Recherchen zu den Institutionen meist zwangsläufig, weil sich ihre Namen mit bestimmten Entwicklungen im sozialen Sektor eng verbinden. Marie Zorn mit dem Erhalt und der Förderung des für die Stadt Luxemburg wichtigen

St. Johann Hospitals, Auguste Ulveling für ein weitreichendes soziales Engagement in verschiedenen sozialen Feldern, Schwester Yolanda Fisch und Ferd Oth stehen für die Einrichtungen für behinderte Menschen in Betzdorf und das Kannerschlass in Soleuvre.



**Marie Zorn
(1625 -1691)**

Marie Zorn ist zu einer Wohltäterin der Stadt Luxemburg geworden, "indem sie ihre ganze Kraft und ihr großes Vermögen zur Verfügung stellte, um eine Jahrhunderte alte, aber durch inkompetente

Verwalter ruinierte, soziale Einrichtung wieder lebensfähig zu machen..."¹

Marie Zorn (1625 - 1691), die Tochter von Johann Zorn und Louise de Marche, stammte aus einer sehr wohlhabenden Familie aus Ehnen an der Mosel. Die Bedeutung von Marie Zorn für die Entwicklung der sozialen Arbeit in Luxemburg ist begründet durch den Erhalt des St. Johann Hospitals im Stadtgrund. Tatkräftig und mit großzügigen Spenden setzt sie sich für den Fortbestand des Hospitals ein.²

Eine schlechte Finanzführung bringt das St. Johann Hospitals seit Anfang des 17. Jahrhunderts an den Rand des Ruins. Gleichzeitig verliert das Hospital durch die Zerstörung von 95 Häusern im Grund und im Pfaffenthal (durch die spanische Regierung) eine wichtige Einnahmequelle, denn auf vielen dieser Häuser wurden zu Gunsten des Hospitals Erbzinsen oder Grundzinsen erhoben. Der Betrag von 7000 Gulden, fast die Hälfte seiner regelmäßigen Renteneinnahmen ging so verloren.³ In dieser Situation gelingt es Marie Zorn, drei Hospital-schwestern der Hl. Elisabeth vom städtischen Hospital in Aachen nach Luxemburg zu holen, um den Dienst in St. Johann zu übernehmen.

1671 Marie Zorn nimmt die Schwestern vorübergehend in ihrem Elternhaus auf dem Fischmarkt gegenüber der St. Michaels - Kirche auf. 1672 ziehen die Schwestern in das wieder eingerichtete St. Johann Hospital. Am 6. Juli 1672 wird die Stiftung von Marie Zorn mit dem St. Johann Hospital vereinigt. Durch diese Vereinigung sichert Marie Zorn

¹ Lascombes, F.: 1988, S 71f.

² Lascombes, F.:1976, S. 633-634

³ Koltz, J.-P. 1969, S. 190; Lascombes, F.:1976, S. 634; van Werveke, N.: 1909, S. 153

dem Hospital die nötigen Einkünfte. Der Luxemburger Konvent ist unabhängig vom Mutterhaus in Aachen und nur dem Erzbischof von Trier unterstellt.¹

1680 werden bei der Belagerung der Stadt durch die Franzosen die Unterstadt, und das St. Johann Hospital von den spanischen Verteidigern zerstört. Erneut setzt sich Marie Zorn für den Erhalt des Hospitals ein. Die Schwestern der Hl. Elisabeth und 10 weitere Mitarbeiter des Hospitals werden ein weiteres Mal im Haus von Marie Zorn am Fischmarkt (Altmarkt) untergebracht. Der Wiederaufbau des Hospitals beginnt am 30. Mai 1688 und kann erst 1691 abgeschlossen werden. Marie Zorn stirbt am 6. November 1691 im Alter von 66 Jahren.²

*"Maria Zorn hat den Wunsch geäußert, einen Teil ihres väterlichen und mütterlichen Erbes herzugeben, um in ihrer Vaterstadt die Wohltat von Armen- und Krankenpflegerinnen, wie solche anderswo bestehen, zu verschaffen. So will sie ihr Haus zu einer mildtätigen Stiftung schenken, damit dort Krankenschwestern Aufnahme finden und auch fromme Mädchen zum Dienst an Kranken ausgebildet werden können. Aus besonderer Gewogenheit wird der Schenkgeberin erlaubt in dem genannten Haus eine klösterliche Anstalt zu errichten. Den zwei Klosterfrauen, die sie vorerst für den Krankendienst von auswärts kommen lässt wird gestattet, weitere Schwestern aufzunehmen, doch darf die Zahl sechs nicht überschritten werden, solange der Provinzialrat zum Wohl der Stadt nichts anderes verfügt. Die Schwestern sollen sich verpflichten, alle Kranken jeden Standes, mit Ausnahme der ansteckenden Kranken, zu pflegen. ... Sollte diese Stiftung aus irgendwelchen Gründen nicht fortbestehen können, so soll das von der Stifterin geschenkte Haus mit allen jetzigen und späteren Gütern zum Unterhalt und zur Erziehung armer Waisenkinder der Stadt verwendet werden."*³

Auguste Ulveling (1859-1917) "warum Gefängnis und nicht Erziehung?"

Auguste Ulveling studiert in Bonn und Paris Jura und wird 1881 mit 22 Jahren Doktor der Rechtswissenschaften. Paul Eyschen motiviert ihn 1885, als Chef der juristischen Abteilung, in die Verwaltung der Stadt Luxemburg einzutreten. Ulveling arbeitet hier an Fragen internationalen Rechts z.B. über die Auslieferung von Ausländern. Seine Studie "Les Étrangers dans le Luxembourg. Étude Théorique et Pratique sur l'Extradition" erscheint 1890. 1892 wird er conseiller à la chambre des comptes und sechs Jahre später, mit 39 Jahren, deren Präsident. Sein



Anliegen ist es, die Ausgaben des Staates zu systematisieren und transparent zu machen.

Mit 32 Jahren publiziert Ulveling unter dem Titel "Protection de l'Enfance. Patronage des Détenus et des Libérés" eine Broschüre über Kinder, die aufgrund des Gesetzes unter öffentlicher Aufsicht stehen. Ihn interessieren auch jugendliche Delinquenten. Er fragt, warum Gefängnis und nicht Erziehung (rééducation) im Vordergrund steht und damit eher ein erzieherischer als repressiver Umgang mit delinquenten wie elternlosen Kindern. "Toujours selon nos lois, les enfants du plus bas âge peuvent être traînés en correctionnelle ou en cour d'assises. Dans la plupart des cas ils seront acquittés, ayant agi sans discernement. Pourquoi alors les flétrir d'une comparution publique en justice?"⁴

Das Interesse von Ulveling gilt jugendlichen Gefangenen, Bestrafung soll durch Rehabilitation ersetzt werden. "La conséquence inévitable de ce nouveau système pénitentiaire c'est l'obligation pour la société de s'occuper du libéré afin de lui éviter des rechutes. Cette obligation est remplie par «l'œuvre de patronage»⁵ Für Ulveling ist die Betreuung (patronage) ein Recht und keine Wohltätigkeit. Betreuung muss schon vor der Freilassung vorbereitet werden. Elternlose oder delinquente Kinder und Jugendliche werden in der Regel in einem Gefängnis (maison de correction) oder in einer Wohltätigkeitseinrichtung untergebracht Sie können aber auch in

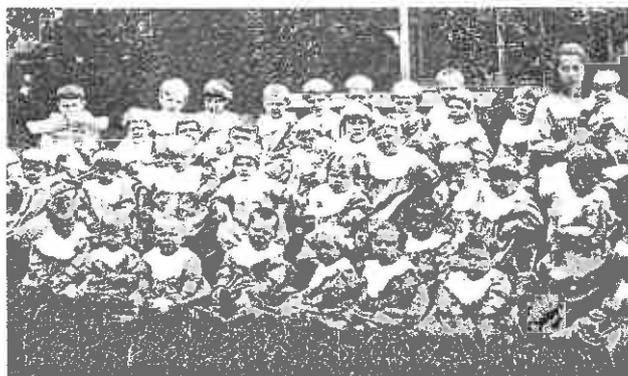


Foto: Crèche de Luxembourg, Archiv

¹ Koltz, J.-P. 1969, S. 190-192; Lascombes, F.: 1976, S. 651-652

² Koltz, J.-P. 1969, S. 1259; Lascombes, F.: 1988, S. 59

³ Lascombes, F.: 1976, S. 633

⁴ Ulveling, J. 1962: Trois générations au service du pays. Jean, Georges et Auguste Ulveling, in: Biographie Nationale du Pays de Luxembourg depuis ses origines jusqu'à nos jours, Mersch, Luxembourg, S. 181-213, S. 195, 196

⁵ ebd. S. 198

eine Lehre oder zu einem Bauern geschickt werden. Ulveling plädiert für die letztere Möglichkeit. Für ihn überwiegen eindeutig die pädagogischen Vorteile einer Lehre oder einer Unterbringung bei einer Familie. So ist Ulveling unermüdlich an vielen Platzierungen beteiligt, sowohl bei Handwerkern, wie in Familien und in den Waisenhäusern auf dem Rham, dem Hospice in Ettelbrück und dem Institut St. Joseph in Itzig. Trotz vielfältiger Anerkennung seines Engagement bleibt sein Projekt einer sozialen Reform zu seinen Lebzeiten ohne Erfolg. Erst 1939, wird ein Gesetz zum Schutz von Kindern verabschiedet, das in vielen Aspekten die Überlegungen von Auguste Ulveling aufnimmt.

Bis zu seinem Tod ist Ulveling Präsident der Verwaltungskommission der Gefängnisse. Er legt 1903 in den Haushaltsberatungen der Abgeordnetenkammer einen umfangreichen Bericht zur Reform der Gefängnisse vor, der als so bedeutsam angesehen wird, dass einige Abgeordnete dessen Veröffentlichung fordern. Allerdings erleben seine Vorschläge das gleiche Schicksal wie diejenigen zur Reform des Kinderschutzes, sie finden erst 40 Jahre später Anwendung. Jeder Jugendliche soll nach einem ministeriellen Beschluß von 1950 auf seinen psychischen und physischen Zustand untersucht werden, bevor entschieden wird, auf welche Weise eine Reintegration in die Gesellschaft am ehesten gewährleistet ist.

Auguste Ulveling ist Mitglied vieler internationaler Gesellschaften und nimmt an vielen Kongressen teil, einige sind die "Commission internationale des congrès d'éducation familiale", das "Bureau permanent de l'Union internationale pour la protection de l'enfance du premier âge" oder das "Archiv deutscher Berufsvormunde".

Er gründet 1890 die Charité Maternelle, eine Einrichtung, die schwangere Frauen unterstützt, und beteiligt sich 1898 aktiv an der Gründung der Crèche de Luxembourg, deren Vize-Präsident er bis zu seinem Tod 1917 ist. Auch hier macht er sich für den Gedanken stark, dass eine Crèche keine Wohltätigkeit ist, kein Asyl für Kinder, sondern gesellschaftliche Vorsorge und eine Einrichtung zur Erziehung von Kindern.

1908 präsidiert Auguste Ulveling der Gründungsversammlung der Liga gegen die Tuberculose. Beim 25 jährigen Bestehen der Liga 1933 verweist der Arzt Feltgen auf die besonderen Verdienste von

Auguste Ulveling: " ... quelques mots les grands mérites d' Auguste Ulveling, président pour la cause de la Société d'Hygiène Sociale et Scolaire et de la Ligue contre la tuberculose, si j'honore ainsi la mémoire de cet inoubliable collaborateur de la toute première heure."¹



Ferd Oth (1921-1977)

"Er hatte einige spektakuläre Erfolge aufzuweisen: Einige seiner Pupillen haben im Lyzeum das Übergangs- und das Schlußexamen bestanden oder, in der Gewerbeschule die Gesellenprüfung."²

Der Lehrer und Pädagoge Ferd Oth, 1921 in Roodt/Syr geboren, gründet 1950, unterstützt von seinem Freund Eduard Barbel, dem Leiter der Schulkommission der Stadt Esch, das erste nicht konfessionelle Kinderheim in Luxemburg, das Kannerschlass in Sassenheim. Geprägt durch den Krieg und motiviert durch ein großes pädagogisches Engagement, ist Ferd Oth bestrebt, für Kinder aus schwierigen Verhältnissen einen anerkennenden und fördernden Lebensort zu schaffen.

Im 1948 entstandenen Cercle de l'Enfance Inadaptée, dessen Sekretär er ist, findet er Gleichgesinnte, die sich für eine ganzheitliche und integrative, nicht-diskriminierende ausserfamiliale Erziehung einsetzen. Eine erste Initiative in diesem Sinne ist ein internationales Camp für Kriegswaisen, die "Communauté d'Enfants", das sie 1950 in Sanem mit Unterstützung der Unesco organisieren. Das Tageblatt bezeichnet dieses Camp als "eines der interessantesten Erziehungsexperimente in der Geschichte der Luxemburger Pädagogik".³ Damit ist auch der Grundstein für das Kannerschlass gelegt. "Bald werden andere Kinder in das Schloss einziehen, welche auch wie die Kinder der "Communauté" aus einer harten Lebensschule kommen: elternlose Kinder, Halbwaisen, Kinder aus ungünstigen häuslichen Verhältnissen, Kinder aus Elendswohnungen."⁴

Ferd Oth engagiert sich für die Umsetzung zeitgemäßer pädagogischer Konzepte, die er selbst durch internationale Kontakte und Besuche von Kinder- und Jugendeinrichtungen entwickelt und vertieft. Nach seinem Lehrerexamen 1945 arbeitet er fünf Jahre im Rhamhospiz, wo er erste pädagogische Erfahrungen sammelt. Er besucht später Einrichtungen in den USA (Boys Towns nach dem Konzept von Pater Flanagan) und das Pestalozzidorf in

¹ Ulveling, J. 1982: Trois générations au service du pays. Jean, Georges et Auguste Ulveling, in: Biographie Nationale du Pays de Luxembourg depuis ses origines jusqu'à nos jours, Mersch, Luxemburg, S. 202

² ebd.

³ Numéro Spécial du Bulletin des Instituteurs Réunis du Grand-Duché de Luxembourg, 1950, S. 13

⁴ ebd.



der Schweiz. "Durch die "Instituteurs Réunis" fiel ihm eine Studienbörse zu, die ihm einen sechsmo-
natigen Studienaufenthalt in Amerika ermöglichte,
den er ausgiebig benutzte, sich mit den Problemen,
mit deren dortigen Lösung vertraut zu machen, den
Kindern Ersatz für eine verlorene oder nie besesse-
ne Familie zu schaffen und so die Grundlage zu
einer geregelten Erziehung zu bringen.¹

Ferd Oth schreibt über seine Erfahrungen und Ideen
in Tageszeitungen und Lehrerzeitungen.

Die pädagogische Kernidee, die auch im Kanner-
schlass realisiert wird, ist es, eine familienähnliche
Erziehung in kleinen Gruppen zu gestalten, wie sie
z.B. in den SOS Kinderdörfer praktiziert wird; diese
steht im klaren Gegensatz zur bis dahin üblichen
"Anstaltserziehung". Die Kinder und Jugendlichen
werden im Sinne eines "selfgovernment" verant-
wortlich in die Organisation des Alltags einbezogen
und sie besuchen die Schule der Gemeinde. Das
Kannerschlass ist in weiten Teilen Selbstversorger
mit landwirtschaftlichen und anderen Produkten
des täglichen Bedarfs. Ferd Oth lebt die ersten
Jahre als Direktor mit seiner Familie im Kanner-
schlass, seine eigenen Kinder verbringen dort einen
Teil ihrer Kindheit.

Nach 17 Jahren verlässt Ferd Oth 1967 auf eigenen
Wunsch das Kannerschlass als Direktor und unter-
richtet bis zu seiner Pensionierung u.a. Spezialklas-
sen in Luxemburg-Stadt. Er unterstützt die Grün-
dung des Kinderdorfes in Mersch

Aus Anlaß des Abschieds von Ferd Oth würdigt der
Escher Stadtrat dessen Verdienste: "Der andere her-
vorragende Pädagoge, den wir verloren haben, ist
Herr Oth, der eigentliche Schöpfer des Kinderhei-
mes von Sassenheim, auf das wir alle stolz sein
können. Die Gemeinde hat das Schloß gekauft und
den Bering. Herr Oth hat darin seine Kinderge-
meinschaft eingerichtet, den Kindern, die durch den
Tod ihrer Eltern heimatlos, in ihrer Familie ver-
wahrlost waren, eine neue Familie gegeben, er hat
sie in das dörfliche Milieu von Sassenheim einge-
gliedert, dadurch dass sie dort, die Schule besu-
chen, dort in den Vereinen mitwirken und an den
Dorffesten mitmachen. So hat er diese entwurzel-
ten Kinder in ihr soziales Milieu wieder eingefügt."²
Weiter zitiert der Abgeordnete die gesundheitliche
Verfassung der Kinder als Beleg für die Qualität der
pädagogischen Arbeit von Ferd Oth.

"In einem Bericht unseres ärztlich-pädagogischen
Dienstes lesen wir: "Au Kannerschlass de très bons
résultats ont été acquis grâce au dévouement du
chef de maison et des éducatrices ainsi qu'à l'ex-
cellente atmosphère de travail que le rééducateur a
eu le plaisir de connaître et d'admirer depuis quin-
ze ans au Kannerschlass."³



¹ Revue Nr. 38, 21.09.1937, S. 8

² Lux. Wort 16.10.1967: Rede des C.V.S. Stadtrates Henri Koch

³ ebd.

Leben in der Stadt –

*Evamarie Bange, Archivarin
der Stadt Luxemburg*

Was sagen uns die im Stadtarchiv Luxemburg aufbewahrten Dokumente über das Verhältnis zwischen der Stadt Luxemburg und der in ihr lebenden Kindern aus? Als Quelle dienen Aktennotizen und Briefwechsel des Magistrates in denen es um drei große Themenkreise geht: die Betreuung der Waisenkinder, die Schulbildung der Kinder armer Bürger, sowie das Verhalten von Kindern auf den städtischen Straßen und Wegen. In allen Fällen geht es um Kinder aus sozial schwachen Familien.

Die ersten Einträge zu Kindern stammen aus dem Jahr 1711, als die Stadt Luxemburg anfängt sich ihrer schwächsten und hilflosesten Bürgern anzunehmen, den Findelkindern. Ausgesetzte Kinder werden auf Kosten und unter Kontrolle der Stadt bei Privatleuten untergebracht, die sie bekleiden, ernähren und oftmals auch ausbilden. Auch nach Einrichtung des ersten Waisenhauses im Jahre 1727 bleiben Kinder bis ins 19. Jahrhundert auf Kosten der Stadt in Privatfamilien untergebracht.

Ein weiterer, der Stadtverwaltung wichtig erscheinender Punkt ist die Ausbildung der Kinder. Die Lateinschule, die bis dahin die Mönche der Abtei Münster leitete, wird 1479 von Maximilian v. Habsburg und seiner Gemahlin, Marie von Burgund, auf Anfrage des Magistrats der Stadt Luxemburg übergeben. 1499 wird ein Schulgebäude errichtet. Es werden die Sprachen Französisch und Deutsch unterrichtet.

Für die folgenden Jahrhunderte ist wenig über das städtische Schulleben bekannt. Erst ab dem 18. Jahrhundert bezeugen die Kontenbücher der Stadt erneut die Existenz einer städtischen Schule. Die Verwaltung kam für die Instandsetzung des Gebäudes, sowie den Lohn des Lehrers auf. Wer waren die Kinder, die diese Schule besuchten? Es handelt sich um eine öffentliche Schule, die sich im Hause des Schulmeisters befindet und in der die Söhne der armen Bürger Luxemburgs, sowie die Soldatenkinder kostenlos in den Fächern Katechismus, Lesen und Schreiben unterrichtet werden. Für Schulbücher und Papier allerdings fehlt der Stadt das Geld.

Eine weitere Initiative zur Ausbildung von Waisenkindern ergreift im Jahre 1782 der Schöffe, Krämer und Tuchfabrikant Jean Pierre Namur. Um gegen bettelnde Jungen vorzugehen bietet er ihnen eine einmonatige, unentgeltliche Ausbildung in der Wollspinnerei an. Nach Beendigung der Ausbildung können sie weiterhin gegen Entgelt für ihn arbeiten.

Kinder in Luxemburg im 18. und 19. Jahrhundert

Kinder finden in der Festungsstadt Luxemburg kaum Platz zum Spielen. Demnach ist das Verhältnis zwischen Stadtverwaltung und den in der Stadt lebenden Kindern nicht immer spannungsfrei. Bereits im Jahre 1745 ergeht ein Erlass an die Stadtbewohner in dem der Magistrat die Eltern auffordert dafür zu sorgen, dass ihre Kinder Viehherden und Pferde nicht mit Steinen, Stöcken oder Hunden zu erschrecken. Bei Zuwiderhandeln werden die Kinder verhaftet und ins Stadthaus gebracht. Die Eltern sind für den verursachten Schaden haftbar. Anfang des 19. Jahrhunderts nimmt das Spielen auf der Straße Formen an, dass der Magistrat erneut eingreifen muss, um die öffentliche Sicherheit zu gewährleisten: es ist verboten mit Reifen durch die Straßen zu laufen, Steine oder Schneebälle zu werfen.

Erst das 20. Jahrhundert bringt erste Ansätze sich mit den Grundlagen einer gesunden Entwicklung von Kindern zu befassen: Einen Einblick in die Lebensverhältnisse von Kindern zu Beginn des 20. Jahrhunderts gibt eine Studie zu den "Wohnungsverhältnissen der ärmeren Arbeiterbevölkerung", die der Vorstand des "Vereins für die Interessen der Frau" in Verbindung mit dem "Verein für Volks- und Schulhygiene" herausbringt. Darin: Am 1. Dezember 1905 wohnen 20.984 Menschen in der Stadt Luxemburg. Kinderreiche Familien von bis zu zehn Personen wohnen in zwei Zimmern, wo gearbeitet, geschlafen, gegessen wird und wo, ganz nebenbei, die Mütter niederkommen "Ganz besonders schlimm ist es im Winter, wo zahlreiche Kinder Tag und Nacht in einem einzigen Raum zubringen müssen,der zugleich Küche, Arbeitsstätte und Schlafkammer ist. Es gibt Räume, in denen Kinder von 7 Jahren nach Schulabschluss bis in den späten Abend hinein Heimarbeit machen müssen." Eine der Folgen dieserart Studien waren die Einführung von Kindergärten, Schulärzten und der allgemeinen Schulpflicht, die allesamt die Lebensverhältnisse von Kindern maßgeblich verbesserten.

Das soziale Engagement der Stadt Luxemburg fing zu Beginn des 19. Jahrhunderts mit der Betreuung von Waisenkindern an. Erziehung und Entwicklung von Kindern sind seitdem Themen, mit denen sich der Magistrat beschäftigt. Bleibt zu hoffen, dass wir auch den Kindern und Jugendlichen des 21. Jahrhunderts mit unseren Bildungs- und Erziehungsinitiativen gerecht werden.

Foto: Kinder in Luxemburg 1910-1912. Repros von Theo May, 1968
Photothèque de la Ville de Luxembourg

L'histoire de l'action sociale et de l'aide sociale :

Paul Zahlen

Comme le note avec regret Michael Braun dans son étude, datant de 1982, sur les assurances sociales luxembourgeoises, les recherches en histoire sociale luxembourgeoise sont peu nombreuses¹. Depuis la situation n'a pas (ou peu) évolué. Les publications historiques concernant l'histoire sociale du Luxembourg sont par ailleurs plutôt consacrées à l'histoire de la « sécurité sociale », des relations du travail, des conditions de travail et du syndicalisme qu'à l'aide sociale et à l'action sociale. Plus globalement, l'histoire des conditions de vie est un terrain de recherche en friche.

Or, l'histoire de l'action et de l'aide sociales² est particulièrement riche en enseignements en révélant les « fractures » de la société et le sort que cette société réserve aux « exclus » ou aux « marginaux ». Elle permet également de préciser quel est le rôle qui est assigné à l'Etat et aux autres autorités publiques (ou le rôle que les autorités publiques se donnent elles-mêmes), d'une part, aux acteurs privés, d'autre part. Elle se situe donc également à l'intersection de l'histoire des institutions et de l'histoire sociale au sens large. Le « modèle social » luxembourgeois est le plus souvent considéré par le petit bout de la lorgnette, à savoir le modèle « tripartite » de négociation entre partenaires sociaux. Or, de toute évidence, l'histoire de l'organisation de l'aide sociale et de l'action sociale montre qu'il convient d'élargir la vue. Une des particularités du Luxembourg réside dans le fait que l'organisation de l'action et de l'aide sociales, depuis la création du Luxembourg en tant qu'Etat souverain, s'est faite historiquement dans une sorte de consensus entre les acteurs privés – congrégations, puis les associations qui ont pris le relais – et les acteurs publics. En fait, le modèle luxembourgeois semble être un modèle d'organisation de la société qui va bien au-delà de la seule gestion des rapports entre partenaires sociaux. L'action et l'aide sociales en constituent un des aspects importants.

Les sources historiques concernant l'aide et l'action sociales existent bien. Une étude relative à ces sources réalisée en 1995 – et initiée par Caritas Luxembourg – constitue une première tentative pour défricher le terrain. Elle a abouti à un relevé commenté des sources en matière d'histoire de l'aide et l'action sociales entre 1880 et 1940³. Les sour-



¹ „Auch in ... Detailfragen macht es sich nachteilig bemerkbar, dass sozialgeschichtliche Forderungen über Luxemburg kaum angegangen wurden.“ Citation de Michael Braun, *Die luxemburgische Sozialversicherung bis zum 2. Weltkrieg. Entwicklung, Probleme und Bedeutung. (Beiträge zur Wirtschaftsgeschichte)*. Stuttgart, Klett-Cotta, 1982, S. 344.

² La traduction allemande put permettre de préciser la signification de ces termes : action sociale pourrait être traduit par le terme actuel de "Sozialarbeit", l'aide sociale par "Sozialhilfe".

³ Paul Zahlen, *Sources en matière d'histoire de l'action sociale au Luxembourg (1839 à 1940)*, Luxembourg, 1996
N.B. : Il s'agit de la première ébauche d'un travail de recherche non achevé, résultant d'un projet initié par la Caritas Luxembourg et le Ministère de la famille qui n'a pu être mené à terme.

quelles sources pour la période 1839-1940 ?



ces sont très diverses. Aux Archives nationales, pour les années 1839-1880, les séries G (Régime constitutionnel 1842-1856) et H (Régime constitutionnel 1857-1880) contiennent de nombreux dossiers relatifs à la mendicité (et ce qu'on appelait à l'époque le « dépôt de mendicité »), à l'indigence, la « bienfaisance publique », le domicile de secours, l'« hospice central » d'Ettelbrück, la santé publique (épidémies, maladies contagieuses, hygiène, sages-femmes ...) et l'instruction publique. Pour la période 1881-1940 les séries « Santé publique », « Justice », « Instruction publique », « Intérieur » et « Travail et prévoyance sociale » permettent de prendre le relais. Il convient de ne pas oublier les archives communales. Les Archives de la Ville de Luxembourg recèlent un nombre important de dossiers relatifs à la santé publique, la « bienfaisance publique » et le domicile de secours, l'hospice civil, l'hygiène publique, etc. Enfin les archives des Congrégations – qui, jusqu'à une époque qui n'est pas aussi éloignée que cela, ont assuré l'essentiel du « travail social » – sont incontournables. Il ne faut pas s'imaginer des archives très structurées et abondantes sur l'évolution des institutions gérées par les Sœurs de Ste Elisabeth, les Sœurs Franciscaines ou encore les Sœurs de la Doctrine chrétienne, mais les dossiers de ces congrégations recèlent des informations intéressantes sur les tenants et aboutissants de la création de certaines institutions sociales au Luxembourg.

Une périodisation succincte permet de distinguer 4 périodes particulièrement fertiles en initiatives dans le domaine considéré : 1. les années 1840-1855 ; 2. la période allant de 1880 à 1913 ; 3. les années suivant immédiatement la première guerre ; 4. les années 1930-1940.

La période allant de 1840-1855 est marquée par la mise en place des infrastructures et des bases législatives d'aide et d'action sociales dans beaucoup de domaines : le domaine de la santé publique où une attention particulière a été portée au « service sanitaire des pauvres » ; la « bienfaisance publique » dont la responsabilité était en grande partie octroyée aux autorités communales par le biais du « domicile de secours » ; le domaine de la répression de la mendicité ainsi que l'instruction publique. En abordant l'action et l'aide sociales, il convient de ne pas se limiter aux sources clairement définies comme faisant partie du champ social (comme par exemple les dossiers sur la « bienfaisance publique » ou le « domicile de secours »). Ce serait dommageable à une approche cohérente. En effet, elle ne tiendrait pas compte du fait que les critères de définition des questions « sociales » du 19^e siècle n'étaient pas les mêmes que ceux d'aujourd'hui. Dans la deuxième moitié du 19^e siècle, les questions sociales se posaient dans un contexte où plusieurs concepts et



Foto: Bürgerhospital Pfaffenthal, Archiv

réalités se superposent. La réalité sociale était faite de mendicité et de « vagabondage », et de répression de ces phénomènes. En matière de santé et de salubrité publiques, il s'agissait de lutter contre les épidémies, d'organiser le "service sanitaire des pauvres", d'imposer – notamment par la législation – des normes d'hygiène publique, etc. Dans les campagnes, le travail des enfants était la règle et la promotion de l'instruction publique un combat de tous les jours.

A partir du début des années 1880 jusqu'à la première guerre mondiale – période qui est d'ailleurs marquée par l'action décisive de Paul Eyschen -, on assiste à une évolution qui pourrait être qualifiée de « modernisation » de l'action sociale. L'histoire de l'hospice central d'Ettelbrück, géré d'ailleurs par les Sœurs de Ste Elisabeth, est révélatrice à cet égard. Les « indigents invalides », les malades, orphelins, les « aliénés » y cohabitaient de 1855 à 1884, date à laquelle les orphelins partaient vers le plateau du Rhain. Ils furent suivis en 1893 par les « infirmes physiques ». L'hospice central qui, en 1901, pris le nom de « Maison de santé » était dorénavant réservé aux « malades mentaux ». On assiste en quelque sorte à une différenciation de la marginalité et de l'exclusion et à une « technicisation » de l'action sociale. Au cours de cette période sont également posées les bases de ce qu'on qualifie aujourd'hui d'enseignement différencié (enseignement pour sourds-muets en 1880, pour aveugles en 1900, pour « arriérés » en 1905-1906). D'une manière générale cette période est également marquée par une officialisation de l'implication de l'Etat dans le domaine d'action et d'aide sociales. Le rôle du pouvoir central s'était insidieusement accru depuis 1839, parfois d'ailleurs contre sa volonté. La subsidiarité reste néanmoins la règle.

L'avènement de la société industrielle et le développement de la classe ouvrière trouvent leur reflet dans les lois de sécurité sociale votées entre 1901 et 1911. La « sécurité sociale » prend en partie le relais de l'aide sociale. Après la première guerre mondiale, l'assistance aux chômeurs, la question du temps de travail (journée de 8 heures, congés ...), la santé et la sécurité au travail deviennent des thèmes sociaux très importants. Le traitement social du chômage redevient une priorité au début des années 1930 suite à la crise économique mondiale de 1929. En 1936/1937, les bases du dialogue social sont créées.

Après avoir travaillé dans le domaine de l'histoire de l'action sociale, et en parcourant le pays, on découvre une géographie historique saisissante des souffrances et de l'exclusion et du « traitement » social de l'exclusion et de la marginalité. Les faubourgs de la Ville de Luxembourg (hospice civil, prison, plateau du Rhain...) sont emblématiques à cet égard. Et on se rend compte que l'époque de ce qu'on pourrait qualifier de « réclusion de la marginalité » n'est pas si lointaine.

La « recherche historique » au Luxembourg semble s'être orientée récemment vers la « métahistoire ». ¹ Pour éviter le discours creux que cette approche peut produire, il serait utile que les recherches historiques faites au Luxembourg s'intéressent également (d'abord ?) à l'évolution de la société et de l'économie luxembourgeoises vues à travers les sources d'archives. Le thème de l'action et de l'aide sociales paraît particulièrement digne d'intérêt.

¹ La métahistoire est d'abord une branche de l'histoire qui étudie l'historien et son travail. La métahistoire peut également être définie comme l'histoire de l'humanité dans ses grands mouvements. Enfin, le terme "métahistoire" peut désigner un discours historique complètement détaché de la réalité. Le terme est utilisé ici dans ces trois acceptions.

“In ihrer kulturellen Überlieferung wird eine Gesellschaft sichtbar: für sich und für andere. Welche Vergangenheit sie darin sichtbar werden und in der Wertperspektive ihrer identifikatorischen Aneignung hervortreten läßt, sagt etwas aus über das, was sie ist und worauf sie hinaus will.”¹



Foto: Lehrprobe in der Kindergärtnerinnenausbildung um 1910, G. Erning, 1987, in: Bilder aus dem Kindergarten

Die Ausstellung “Passagen” öffnet ein Fenster zur Geschichte der erzieherischen und sozialen Arbeit in Luxemburg. Vieles ist dabei notwendigerweise unerwähnt, unerforscht und unbearbeitet geblieben. Warum macht es Sinn, sich weiter damit zu beschäftigen? Welchen Beitrag kann eine Vergewisserung über geschichtliche Situationen, Bedingungen, Bewältigungsstrategien leisten für heutiges Nachdenken über Strukturen, Arbeitsansätze, Haltungen in sozial-erzieherischen Arbeitsfeldern?

Antworten auf diese Fragen können wir beziehen auf die Ausbildung in sozialen Berufen, die professionelle Selbstverständigung und auf die disziplinäre Traditionsbildung im sozialen Sektor.

Eine Beschäftigung mit Geschichte bietet in allen drei Feldern Ansatzpunkte der Selbstvergewisserung und gleichzeitig der kritischen Bezugnahme sowohl auf das Gewesene wie auf das Heute und die Zukunft. Es geht dabei darum:

- die historischen Bezüge der aktuellen Strukturen, Institutionen, Arbeitsweisen zu kennen, die nicht selten mit sozialen Kämpfen verbunden waren
- einen biographischen Zugang zu bedeutenden Persönlichkeiten zu finden

¹ Assmann, J. 1988



Foto: LTPES - Livange 2006, Archiv LTPES



LTPES - Mersch seit November 2006, Archiv LTPES

- Diskurse und Kontroversen zu verstehen und in ihrer Bedeutung für heute zu erkennen
- der Geschichtlichkeit der Strukturen im sozialen Sektor gewahr zu sein, ebenso wie der Wechselwirkungen zwischen diesen und der jeweiligen historischen, gesellschaftlichen Situation
- die eigene Professionsgeschichte historisch zu situieren und in ihren Bedingungsbeziehungen zu verstehen.

Zur professionellen und disziplinären Traditionsbildung gehört es auch, wichtige Texte aufzuarbeiten und zentrale Dokumente zu archivieren. Geschichtliche Prozesse bilden nicht selten den Hintergrund für heutige Entwicklungen, die ohne Rückbezug auf diesen oft unverständlich bleiben.

Vieles, was heute prägend für den sozialen Sektor in Luxemburg ist, hat seine Wurzeln in der Vergangenheit, vieles, was erinnert werden könnte, ist jüngerer Datums. So ist eine Vielzahl der heutigen Strukturen in den letzten 30 Jahren entstanden.

Mit der Transformation des ehemaligen I.E.E.S, des Institut d'Études Éducatives et Sociales in das LTPES wird ein neues noch zu schreibendes Kapitel der Professionsgeschichte aufgeschlagen. Viele Fragen stehen an dessen Anfang: wie wird es gelingen, mit den Ausbildungen auf neue Anforderungen in den erzieherischen und sozialen Sektoren, z.B. Alterung der Gesellschaft zu antworten? Wie können sich die erzieherischen und sozialen Berufe im Spannungsfeld von Ansprüchen an Qualitätssicherung auf der einen Seite und Sparzwängen auf der anderen Seite bewähren und ihre gesellschaftlich wichtige Rolle verteidigen?

LTPES

LYCÉE TECHNIQUE
POUR PROFESSIONS
EDUCATIVES ET
SOCIALES



LB

55719